

Oc, la patrie perdue, l'Union protestante du Midi

L'épisode est trop oublié aujourd'hui, et sans doute cet oubli n'a pas été innocent, tant s'était employée à l'occulter l'Histoire enseignée au jeunes régnicoles, puis aux jeunes citoyens, histoire dévouée à une France de tous temps constituée, Une et Indivisible.

Tout comme, paradoxalement, cet épisode a pu être négligé, dans les deux siècles qui précèdent le nôtre, par les occitanistes apologistes de la poésie des Troubadours, pour lesquels le temps demeurait suspendu à la Croisade des Albigeois : négligence qui, moins que d'une ignorance, procédait d'une difficulté à intégrer l'épisode à la vision de la Patrie occitane, présumé territoire d'une culture et d'une langue.

Or, ce n'est pas de langue, ce n'est pas de culture qu'il s'agit en cette fin des guerres de religion, mais bien de politique et de vie citoyenne, (pour employer le terme "citoyen" de façon peut-être anachronique). À la fin du conflit civil, un peu vite baptisé "guerres de religions", se cristallisaient deux entités politiques et géographiques : France du Nord et de l'Est majoritairement acquise à la Ligue ultra-catholique, France du Sud majoritairement acquise aux idéaux de l'Union protestante. Les travaux de Mme Garrison, le bel ouvrage de François Bayrou, *Henri IV. Le Roi libre*. France Loisirs, 1995, montrent comment l'organisation autonome de ces deux ensembles portait en germe la division de la France en deux états indépendants. Dans la France du Sud, le soutien à l'Union protestante Henri de Navarre, dominant en Dauphiné, Gascogne, Languedoc, aboutissait à l'organisation des Provinces-Unies du Midi. La cohésion de cet ensemble pré-étatique s'appuyait sur l'unité de langue, la tradition d'autonomie communale, la persistance du droit écrit romain, elle nourrissait le projet politique d'Henri de tolérance religieuse (qui explique le ralliement de catholiques modérés), et donc de laïcisation étatique, de démocratie représentative et fédérale, l'exécutif princier étant responsable devant les délégués des villes et provinces (ce qui explique le ralliement de cités non engagées dans le conflit)... Comme l'écrit François Bayrou (op.cit), "L'histoire a hésité. Ce qu'auraient pu donner ces Provinces-Unies du Midi si l'histoire leur avait prêté vie, il n'est pas impossible de l'imaginer. Le résultat en eût certainement été une nation et une culture très riches, conjuguant en une alchimie inédite latino-calviniste, l'esprit protestant d'une part, la culture et le tempérament méridional d'autre part."

Mais Henri visait à la couronne nationale, et non pas à la seule souveraineté sur un état méridional. En un temps d'indécision militaire, il s'est gardé de cristalliser la frontière des opérations en se repliant sur le seul Sud. Tout en en connaissant, et pour cause, la fragilité, il mesurait d'ailleurs l'imprégnation de ce Sud par l'idée de royaume de France. À une partition religieuse en deux états comme venait d'en connaître les Pays-Bas de Philippe II d'Espagne (dont sont filles notre Hollande et notre Belgique actuelles), il préféra l'aventure de l'unité française reconstituée.

On connaît la suite, qui a pu faire dire à Félix Castan que, en quelque sorte, en cette fin du XVIe siècle, c'est l'Occitanie qui a fait la France, tant le désir de paix, de tolérance, d'autonomie des cités, montant du Sud, avait progressivement gagné tout le territoire national ravagé et exténué... Henri de Navarre deviendra Roi de France... et de Navarre. Et avec sa victoire s'achèvera la décennie d'indépendance

méridionale quasi républicaine qui l'avait porté au pouvoir suprême. Patrie perdue, second épisode après celui que pointait Augustin Thierry (voir sur ce blog).